

Publié le 12 janvier 2018

L'Europe au chevet de l'Allemagne

Un espoir se dessine dans la crise que traverse l'Allemagne depuis les dernières élections : un accord de coalition en vue de la formation d'un gouvernement vient d'être trouvé entre le CDU/CSU et le SPD. Accord fragile cependant, en raison de son caractère composite, et dont il reste à obtenir la ratification par le prochain congrès du SPD, ce qui est loin d'être acquis.

Quatre mois après les élections du 24 septembre 2017, l'Allemagne n'a toujours pas de gouvernement. Même si cette longue période sans gouvernement se rapproche de la normalité européenne, comme l'a rappelé récemment la main droite d'Angela Merkel, Peter Altmeier, cette difficulté représente une impasse politique sans précédent pour l'Allemagne. Les pourparlers de la nuit passée semblent ainsi être ceux de la dernière chance.

Le revirement de Martin Schulz, président du SPD

La première tentative de coalition «Jamaïque» a fini en novembre dernier aux oubliettes, avec le retrait précipité des Libéraux. Depuis, le président allemand, Frank-Walter Steinmeier, a pris les affaires en main, en invitant les chefs des sept partis représentés au nouveau parlement à participer à de nouvelles négociations, tout en leur rappelant leur devoir face au bien commun. En réalité, cette semonce visait surtout son propre parti (le SPD), qui avait refusé dès les résultats du scrutin de participer à la formation d'un gouvernement. Se positionnant en effet en victime du gouvernement précédent, dont il faisait pourtant partie, Martin Schulz, président du SPD et ancien président du Parlement européen, avait alors annoncé de manière très agressive son entrée dans l'opposition. En mentionnant le bien commun qui, pourrait-on dire, est un devoir d'État, Steinmeier obligeait Schulz à reconsidérer sa position. Un congrès fut donc organisé au sein du SPD pour étudier les possibilités d'une entrée au gouvernement via une nouvelle coalition. De nouvelles négociations entre le CDU/CSU et la SPD ont ainsi commencé ce lundi 8 janvier 2018.

Une coalition de la dernière chance pour Angela Merkel

Ces discussions augurent d'une coalition de la dernière chance pour Angela Merkel, car en cas d'échec, elle n'aurait que deux possibilités : créer un gouvernement de minorité – ce qui ne s'est encore jamais vu en Allemagne – ou dissoudre le parlement – ce qui mènerait à de nouvelles élections dans un délai de soixante jours.

Selon un sondage d'Infratest Dimap de cette semaine, la majorité des Allemands estiment qu'Angela Merkel n'est plus capable de gouverner l'Allemagne pour l'entièreté de la période parlementaire (2017-2021), et 23 % de la population critique ouvertement sa tendance à attendre que les problèmes disparaissent d'eux-mêmes plutôt que d'essayer de les résoudre. L'AFD, en

revanche (Alternative pour l'Allemagne), grand gagnant des élections de septembre, consoliderait sa position de troisième force politique, certains sondages le créditant de 13 % des voix en cas de nouvelles élections, devant tous les autres petits partis ; les Verts auraient 11 %, la Gauche («Die Linke») 9 % et les Libéraux 9 %. Les Libéraux seraient donc les perdants d'un nouveau scrutin, certainement en raison de leur retrait précipité des négociations de novembre.

En ce qui concerne le CDU de Merkel et le SPD de Schulz, le peuple reste très mécontent. Il a le sentiment que de nombreuses questions d'importance ne sont pas traitées ou prises au sérieux, notamment en ce qui concerne l'immigration et le pouvoir d'achat. C'est pour cela que Schulz ne voulait pas entrer dans une nouvelle grande coalition, ou «GroKo» (*Grosse Koalition*), comme on dit négativement en Allemagne. Toute nouvelle GroKo portera en effet en elle l'héritage de la précédente, soit celle d'une politique archaïque et sans vision novatrice du futur.

Négociations épineuses et nécessité d'un nouveau programme gouvernemental

Les négociations qui viennent de commencer ne sont donc pas une mince affaire. Les trois chefs des grands partis, Angela Merkel (CDU), Horst Seehofer (CSU) et Martin Schulz (SPD), ne doivent en effet pas se mettre d'accord uniquement sur la mise en place rapide d'un nouveau gouvernement, mais également montrer de la nouveauté au programme gouvernemental. Ce n'est pas évident pour ces vieux partenaires, au gouvernement depuis déjà 2013. Ce n'est donc que par l'arrivée de nouveaux acteurs sur la scène qu'une nouvelle GroKo pourra voir le jour.

Du côté des socialistes (SPD), ce pourrait être Malu Dreyer, la ministre-présidente de Rhénanie-Palatinat et Vice-Présidente de la SPD, et/ou Manuela Schwesig, ministre-présidente de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Ces deux femmes sont cependant très sceptiques sur la GroKo. Alors que Mme Dreyer favorise ouvertement un gouvernement minoritaire, Mme Schwesig s'oppose ouvertement à l'AFD sur la question des migrants qu'elle défend. À 43 ans, cette dernière incarne le renouvellement au sein de son parti ; ces deux femmes devront s'imposer face à de vieux baroudeurs comme Ralf Stegner, qui représente la voie de gauche ou encore Olaf Scholz, le maire de Hambourg qui, en cas d'échec de Schulz, pourrait devenir le prochain président du parti.

Du côté de la CDU/CSU, Jens Spahn, le jeune secrétaire d'État des finances – qui a ouvertement déclaré son homosexualité, ce qui est assez atypique au sein de ce parti conservateur –, se positionne à la droite d'Angela Merkel sur la question des réfugiés, tout comme Alexander Dobrindt de la CSU. Angela Merkel peut enfin compter sur Peter Altmeier, le chef de la chancellerie, qui depuis plusieurs années est sa main droite et incarne l'efficacité de son style de gouvernance en termes de coordination ministérielle. C'est cependant cette efficacité que redoute la SPD. Ainsi, mine de rien, les socialistes ont rejeté toutes les solutions proposées par la Chancelière, pour proposer, au contraire, de renforcer l'autonomie des ministères dans le but de pouvoir influencer davantage la politique de l'Allemagne. Or, c'est exactement cette absence de coordination intraministérielle, entre le ministère de l'agriculture (CSU) et de l'environnement (SPD) entre autres, qui a eu pour conséquence l'appui de l'Allemagne en faveur du renouvellement de l'utilisation du glyphosate au sein de l'UE en novembre dernier. Cédant aux lobbies agricoles, la CSU était pour, alors que la SPD était contre. Sans un mécanisme de pré-coordination, on peut donc s'attendre à de

nouveaux ratés au sein de cette nouvelle GroKo. Notons cependant que, dans un cas d'opposition politique comme celui-ci, la GroKo exige abstention de l'Allemagne, ce qui, ici, aurait pu bloquer la décision européenne.

La création d'un grand projet européen, une justification possible pour la GroKo

Une autre manière d'injecter de la nouveauté et de justifier une nouvelle GroKo pourrait donc résider dans la création d'un grand projet européen. Martin Schulz a ainsi souligné à plusieurs reprises qu'il voyait dans son acceptation d'entrer en négociation une chance de renforcer l'Europe, selon notamment le modèle proposé par Emmanuel Macron à la Sorbonne. L'idée de créer un poste de ministre des Finances européen et de proposer une alternative à la politique d'austérité – défendue auparavant par l'ancien ministre des finances allemand Schäuble – n'est cependant pas facilement acceptable pour une grande partie de la clientèle CDU/CSU. Pourtant, ce projet européen pourrait devenir la clé pour sortir de l'impasse politique en Allemagne, et Martin Schulz, fort de son expérience de Président du Parlement européen, a certainement le savoir-faire nécessaire en la matière.

Il connaît notamment et sans aucun doute le principe de la *Kompetenz Kompetenz* (KoKo), qui permet à l'UE d'élargir sa compétence ou de justifier une nouvelle compétence même en l'absence de compétence, soit cette possibilité pour les ministres nationaux de profiter de Bruxelles pour faire passer ce qui ne passerait autrement pas chez eux. Nouvel espoir pour la SPD, la KoKo pourrait-elle ainsi et ici sauver la GroKo ?

Il semble que l'accord trouvé cette nuit entre le SPD et le CDU/CSU se base en effet largement sur une redynamisation de l'Europe. Parmi les nouvelles propositions figure un accent sur le libre échange et contre le protectionnisme dans le commerce, ce qui peut également se lire comme étant une réaction directe à la politique américaine de Trump. Notons que ce programme prévoit également un salaire européen minimum.

En matière d'environnement, un accord entre le SPD et le CDU/CSU a vite été trouvé, sur la base notamment de l'Accord de Paris. L'objectif national allemand (de réduire de 40 % les émissions de CO₂) a ainsi été abandonné, considéré comme n'étant pas réalisable. L'environnement est ainsi devenue la première victime des négociations, mais il se peut que cette concession d'Angela Merkel soit en vue d'autres accords sur des questions plus importantes. Parmi les grands problèmes à traiter, il en reste en effet deux majeurs : 1. la migration et le droit de réunification familiale, soit une augmentation potentielle de sept millions de réfugiés supplémentaires ; 2. la fiscalité.

En ce qui concerne la migration, la SPD doit prouver qu'elle a obtenu un compromis, alors que la CSU doit faire preuve de fermeté, pour éviter notamment à l'AFD de gagner du terrain en Bavière. Les prochaines élections régionales d'octobre 2018 en dépendent. Il semble que le compromis trouvé cette nuit fixe une limite annuelle à l'immigration entre 180 000 et 220 000 personnes, ce qui limite *de facto* le regroupement familial à 1 000 personnes par mois. En matière de fiscalité, les partis s'opposent sur la réforme du système des impôts et de la possible abolition de la taxe de solidarité existant entre l'Est et l'Ouest («*Solidaritätszuschlag*»), ainsi que sur la possibilité de

s'orienter vers une politique de grands travaux tout en évitant de faire de nouvelles dettes.

Un compromis pourrait être trouvé en mettant l'accent sur le commerce et l'économie, sur l'amélioration de la condition des femmes au travail, ou encore sur la digitalisation de l'économie, sujet phare de l'Allemagne lors de sa récente présidence du G20. Parmi les premières mesures de l'accord trouvé cette nuit, il semble que le SPD ait abandonné sa demande d'augmenter les impôts et, surtout, abandonné l'idée de créer un impôt sur la fortune, comme cela existe en France.

Un accord qui ne garantit pas la création d'un nouveau gouvernement

Pour autant et comme pressenti, l'accord trouvé entre le CDU/CSU et le SPD cette nuit du jeudi 11 au vendredi 12 janvier ne garantit pas la création d'un nouveau gouvernement en Allemagne. La base du parti socialiste SPD doit en effet approuver chaque accord trouvé par les négociations en cours ; c'était une des conditions de Martin Schulz pour entrer en négociations avec Angela Merkel. Un congrès du parti a déjà été annoncé pour le 21 janvier prochain, mais c'est sans compter ceux qui, dans les deux camps en présence, veulent faire échouer ce projet.

Comme le soulignait cette semaine Kevin Kühnert, chef des jeunes socialistes, tout est donc encore possible et rien ne dit qu'une nouvelle GroKo verra le jour.

Rolf Schwarz

Retrouvez cet article sur notre [site](#)